



RCS : NIMES

Code greffe : 3003

Actes des sociétés, ordonnances rendues en matière de société, actes des personnes physiques

REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES

**Le greffier du tribunal de commerce de NIMES atteste l'exactitude des informations
transmises ci-après**

Nature du document : Actes des sociétés (A)

Numéro de gestion : 2015 B 00231

Numéro SIREN : 793 277 971

Nom ou dénomination : A QUI LOU SUD

Ce dépôt a été enregistré le 12/02/2015 sous le numéro de dépôt A2015/001132

GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
NÎMES



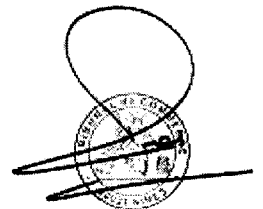
931078

Dénomination : A QUI LOU SUD
Adresse : 258 lieu-dit la Rouvière 30440 Sumene -FRANCE-

n° de gestion : 2015B00231
n° d'identification : 793 277 971

n° de dépôt : A2015/001132
Date du dépôt : 12/02/2015

Pièce : Procès-verbal d'assemblée générale extraordinaire
du 30/07/2014



931078

A QUI LOU SUD
SAS au capital de 1 000 Euros
Siège social : 14 Rue du père Jb Salles
34300 AGDE

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE DU 30/07/2014

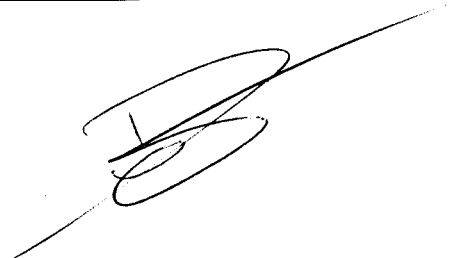
RESOLUTION N°1 :

L'Assemblée décide de modifier les statuts afin de transférer le siège social de la SAS A QUI LOU SUD.

Il a été décidé que la SAS A QUI LOU SUD serait domiciliée à partir du 01/08/2014 à l'adresse suivante :

258 Lieu Dit la Rouvière 30440 SUMENE

Pour copie certifiée conforme
Le Président



A QUI LOU SUD
SAS au capital de 1 000 Euros
Siège social : 14 Rue du père Jb Salles

34300 AGDE

PROCES-VERBAL DES DECISIONS DE L'ASSEMBLEE DU 30/07/2014

au siège social,
Le 30/07/2014,
à 9H

Mme Cécilia DERMILLY, détenant 80 actions,
et
Mr Damien ANXIONNAT, détenant 20 actions,

En présence des deux associés, il est établi une feuille de présence signée par les personnes présentes à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés.

Les documents et renseignements prévus par les dispositions législatives et réglementaires ont été adressés aux associés, au gérant, ou tenus à leur disposition au siège social pendant le délai fixé par lesdites dispositions.

- les copies des lettres de convocation et les récépissés postaux ;
- la feuille de présence (à laquelle sont annexés les pouvoirs des associés représentés) ;

L'ordre du jour comporte les résolutions suivantes :

RESOLUTION N° 1 :

Les associés, décident de transférer le siège social de la SAS A QUI LOU SUD et ce à partir du 01/08/2014.
La nouvelle adresse de la SAS A QUI LOU SUD sera désormais : **258 Lieu Dit La Rouvière 30440 SUMENE.**

RESOLUTION N° 2 :

En conséquence, les associées donnent quitus entier et sans réserve au Président de l'exécution de son mandat pour l'exercice écoulé.

Les associés confèrent tous pouvoirs au porteur d'une copie ou d'un extrait du présent procès-verbal à l'effet d'accomplir toutes les formalités légales.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

De tout ce que dessus il a été dressé le présent procès-verbal qui, après lecture, a été signé par les associés.

Le Président



A QUI LOU SUD

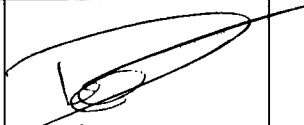
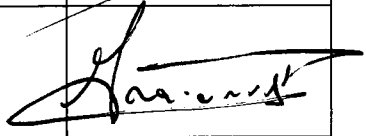
S.A.S. au capital de 1 000 Euros

Siège social : 14 Rue du père Jb salles

34300 AGDE

R.C.S. : 793 277 971

FEUILLE DE PRESENCE à l'Assemblée Générale Extraordinaire du 30/07/2014

Associés Noms, Prénom & Adresses	Parts	Voix	Mandataires	Signatures
Cécilia DERMILLY 36 Avenue du 8 mai 1945 34550 BESSAN	80	80		
Damien ANXIONNAT 36 Avenue du 8 Mai 1945 34550 BESSAN	20	20		
TOTAL	100	100		

Sur les 100 actions composant le capital social.

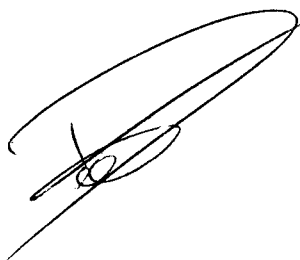
La feuille de présence fait apparaître que 2 associés sont présents ou représentés, et totalisent 100 actions ayant droit de vote, auxquelles sont attachées 100 voix.

A la présente sont annexés :

- pouvoirs
- formulaire de vote par correspondance.

Certifié sincère et véritable.

Le président



GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE
NÎMES



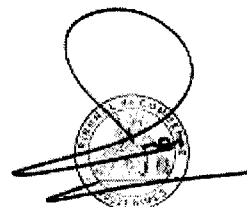
931077

Dénomination : A QUI LOU SUD
Adresse : 258 lieu-dit la Rouvière 30440 Sumene -FRANCE-

n° de gestion : 2015B00231
n° d'identification : 793 277 971

n° de dépôt : A2015/001132
Date du dépôt : 12/02/2015

Pièce : Liste des sièges sociaux antérieurs



931077

LISTE DES SIEGES SOCIAUX ANTERIEURS
A QUI LOU SUD

VÉRIFIÉ 12 FEV. 2015

15 B 237
A 1132

SAS A QUI LOU SUD CREEE LE : 01/05/2013

GREFFE TRIBUNAL DE COMMERCE DE : BEZIERS

N° R.C.S. : 793 277 971

ADRESSE SIEGE SOCIAL : 14, Rue du père JB Salles, 34300 AGDE

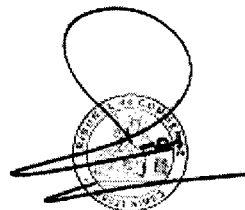
A handwritten signature in black ink, consisting of a large, stylized 'D' shape with a horizontal line extending to the right and a circular flourish at the bottom.



931079

Dénomination : A QUI LOU SUD
Adresse : 258 lieu-dit la Rouvière 30440 Sumene -FRANCE-
n° de gestion : 2015B00231
n° d'identification : 793 277 971
n° de dépôt : A2015/001132
Date du dépôt : 12/02/2015

Pièce : Statuts mis à jour du 30/07/2014

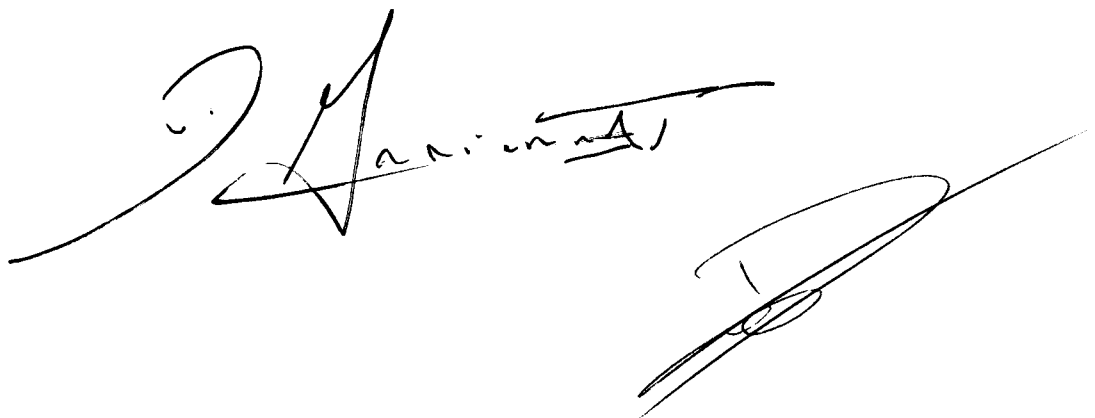


931079

A QUI LOU SUD
SAS au Capital de 1 000 euros
14 Rue du Père Jb Salles
34300 AGDE

RCS BEZIERS N° 793 277 971

STATUTS MIS A JOUR
SUITE A L'ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE
DU 30/07/2014



A QUI LOU SUD
Société Par Actions Simplifiées
Au capital de 1 000 euros
Siège social : 14 Rue du Père Jb Salles
34300 AGDE

Statuts

Les soussignés

. Mme Cécilia DERMILLY, née le 15 mai 1986 à GANGES (34), demeurant 36 Avenue du 8 mai 1945, 34550 BESSAN, de nationalité Française *C. DERMILLY*

Et

Mr Damien ANXIONNAT, né le 27 Juillet 1979 à MONTPELLIER (34), demeurant 36 Avenue du 8 Mai 1945, 34550 BESSAN, de nationalité Française. *D. ANXIONNAT*

ont établi, ainsi qu'il suit, les statuts de la Société Par Actions Simplifiées qu'ils ont convenu d'instituer.

I

Article 1 - Forme

La Société est une Société Par Actions Simplifiées (SAS).

Article 2 - Objet

La Société a pour objet, en France et dans tous pays :

-Restauration ambulante

AD

CD

Article 3 - Dénomination

La dénomination de la Société est :

A QUI LOU SUD

Article 4 - Durée de la Société - Exercice social

1) La durée de la Société est fixée à 99 années à compter de la date de son immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés, sauf prorogation ou dissolution anticipée.

2) L'année sociale commence le 1 janvier et finit le 31 Décembre de chaque année.

Exceptionnellement, le premier exercice social comprend le temps écoulé depuis l'immatriculation de la Société au Registre du Commerce et des Sociétés jusqu'au 31 Décembre 2013. En outre, les actes accomplis pour son compte pendant la période de formation et repris par la Société seront rattachés à cet exercice.

Article 5 - Siège social

Le siège de la Société est fixé à :

258 Lieu Dit La Rouvière, 30440 SUMENE

Il peut être transféré en tout autre endroit du territoire Français par simple décision du Président, ratifiée par les Associés.

II

Article 6 - Apports - Formation du capital

Les soussignés font apport à la Société, à savoir :

Mme Cécilia DERMILLY apporte à la Société en numéraire une somme de huit cent euros (800),

Mr Damien ANXIONNAT apporte à la Société en numéraire une somme de deux cent euros (200),

Soit au total, une somme de mille euros (1 000) correspondant à 100 actions de 10 euros chacune, pour le compte de la Société en formation, à la banque CREDIT AGRICOLE agence de BESSAN.....

Article 7 – Capital

Le capital social est fixé à la somme de mille euros (1 000), divisé en 100 actions de 10 € chacune, attribuées aux associés en proportion de leurs apports respectifs, savoir :

AD

CD

A Mme Cécilia DERMILLY : à concurrence de 80 actions

. A Mr Damien ANXIONNAT : à concurrence de 20 actions

Total égal au nombre d'actions composant le capital social : 100 actions

Article 8 - Augmentation et réduction de capital

Toute modification du capital social sera décidée et réalisée dans les conditions et avec les conséquences prévues à cet effet par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Les actionnaires ont proportionnellement au nombre d'actions qu'ils détiennent un droit de préférence à la souscription des actions émises pour réaliser une augmentation de capital, droit auquel ils peuvent renoncer à titre individuel.

La réduction du capital est autorisée ou décidée par la collectivité des actionnaires. Elle ne peut en aucun cas porter atteinte à l'égalité des actionnaires. La réduction du capital à un montant inférieur au minimum légal ne peut être décidée que sous la condition suspensive d'une augmentation de capital destinée à amener celui-ci au moins au minimum légal, à moins que la société ne se transforme en société d'une autre forme n'exigeant pas un capital supérieur au capital social après réduction. A défaut, tout intéressé, peut demander en justice la dissolution de la société. Celle-ci ne peut être prononcée si au jour où le Tribunal statue sur le fond, la régulation a eu lieu.

Les décisions relatives aux modifications du capital social sont prises par la collectivité des actionnaires sur proposition du Président.

Article 9 – Forme des Actions

Les actions sont nominatives. Elles sont inscrites en compte, au nom des actionnaires, sur un registre tenu par la société dans des conditions et modalités fixées par la loi.

Article 10 - Cession des actions

La cession des actions est constatée par un virement des actions cédées du compte du cédant au compte du cessionnaire. Cette opération ne s'effectue qu'après justification par le cédant du respect des dispositions légales et statutaires.

Toute cession effectuée en violation des clauses statutaires est nulle de plein droit.

Article 11 – Droits et Obligations attachés aux Actions

Chaque action donne droit, dans les bénéfices et l'actif social, à une part proportionnelle à la quotité du capital qu'elle représente. Les actionnaires ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports. Les actionnaires sont tenus de libérer les actions par eux souscrites dans les 15 jours de rappel de fonds formulé par le Président par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

La propriété d'une action emporte de plein droit adhésion aux statuts, aux actes, et aux décisions collectives.

Les droits et obligations attachés à l'action suivent le titre dans quelque main qu'il passe.

Chaque fois qu'il sera nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires d'actions isolées ou en nombre inférieur à celui requis, ne pourront exercer ce droit qu'à la

Ad

10

condition de faire leur affaire personnelle du regroupement et, éventuellement, de l'achat ou de la vente d'actions nécessaires.

Les actions sont indivisibles à l'égard de la société.

Les indivisaires des actions doivent notifier à la société, par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, dans le délai de 30 jours à compter de la survenance de l'indivision, le nom du représentant de l'indivision qui exercera les droits attachés aux actions. Le changement de représentant de l'indivision ne sera opposable à la société, qu'à l'expiration d'un délai de 30 jours à compter de sa notification à la société par lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

Le droit de vote attaché à l'action appartient au nu-propriétaire, sauf pour les décisions concernant l'affectation des résultats où il est réservé à l'usufruitier.

Sous réserve de ne pas priver le nu-propriétaire ou l'usufruitier de leur droit de vote, une autre répartition peut être aménagée.

III

Article 12 - Président

La société est gérée et administrée par un Président, personne physique ou morale. Lorsqu'une personne morale est nommée Président, les dirigeants de ladite personne morale sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur nom propre, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président exerce ses fonctions pour une durée indéterminée. Toutefois, en cours de vie sociale, la nomination du Président peut être décidée à la majorité de plus de la moitié des actions. Le premier Président nommé par la collectivité des actionnaires aux termes des présents statuts pour une durée indéterminée est : Mme Cécilia DERMILLY, demeurant 36 Avenue du 8 Mai 1945 34550 BESSAN, laquelle déclare accepter lesdites fonctions et satisfaire à toutes les conditions requises par la loi et les règlements pour leur exercice.

Le Président représente la société à l'égard des tiers. Il est investi des pouvoirs les plus étendus pour agir en toute circonstance au nom de la société dans la limite de l'objet social. Dans les rapports avec les tiers, la société est engagée même par les actes du Président qui ne relèvent pas de l'objet social, à moins qu'elle ne prouve que le tiers savait que l'acte dépassait cet objet ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, étant exclu que la seule publication des statuts suffise à constituer cette preuve.

Article 13 – Autres Organes Dirigeants

Directeur Général

Les actionnaires peuvent nommer à la majorité des trois quarts un ou plusieurs directeurs généraux, personnes physiques ou morales. Les pouvoirs du directeur général, la durée de ses fonctions et sa rémunération sont déterminés par le Conseil d'administration. Il est révocable ad nutum sur proposition du Président ou d'actionnaires détenteurs d'au moins 75 % du capital de la société.

En cas de décès, démission ou empêchement du Président, le directeur général en fonction

AD

AD

conserve ses fonctions et attributions.

Le directeur général dispose, à l'égard de la société, des mêmes pouvoirs que le Président Il ne peut représenter la société vis-à-vis des tiers.

Conseil d'Administration

1. Composition du conseil d'administration

La société comprend un conseil d'administration composé au minimum de 2 membres, associés ou non.

Les administrateurs sont nommés par les associés pour une durée indéterminée et leurs fonctions prennent fin dans les mêmes conditions que celles fixées pour le président.

Les administrateurs désignent, au sein de leurs membres ou en dehors d'eux, un président du conseil d'administration chargé principalement de convoquer et de présider leurs réunions.

Le président de la société peut être désigné en qualité d'administrateur

2. Délibérations du conseil d'administration

Le conseil d'administration se réunit sur convocation du président du conseil d'administration, ou encore à l'initiative d'un de ses membres.

Les convocations ont lieu par tous moyens.

Le conseil d'administration est convoqué et tient séance au siège social ou à tout autre endroit désigné sur la convocation. Il est présidé par le président du conseil d'administration, ou en cas d'empêchement par un administrateur désigné par le conseil.

La présence de 75% des membres du conseil d'administration est indispensable pour la validité des délibérations. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents ou représentés.

Le vote par procuration est admis.

Le président et le ou les directeurs généraux peuvent assister aux débats.

3. Pouvoirs du Conseil d'Administration

Les décisions suivantes sont de la compétence exclusive du conseil d'administration, et sont adoptées aux conditions de majorité fixées ci-dessus: Contrôle de la gestion de la Société ; arrêté des comptes sociaux préparés et présentés par le Président ; propositions d'affectation des résultats ; désignation ou révocation de tous Directeurs Généraux, fixation de leurs pouvoirs et de leurs rémunération ; autorisations au Président à consentir l'aval, le cautionnement ou toute garantie de la Société en faveur de tiers.

Article 14 – Conventions entre la Société et les Dirigeants

Le Président, le Directeur Général, ou les membres du conseil d'administration avisent le Conseil d'administration des conventions intervenues directement ou par personne interposée entre eux-mêmes et la Société, dans le délai de 15 jours à compter de la conclusion des dites conventions.

À l'occasion de la consultation des associés sur les comptes annuels, un rapport sur l'ensemble de ces conventions est présenté par le Président.

Les conventions non approuvées produisent néanmoins leurs effets, à charge pour le dirigeant l'ayant conclue, d'en supporter les conséquences préjudiciables pour la société.

Ces dispositions ne sont pas applicables aux conventions portant sur les opérations courantes et conclues à des conditions normales.

Les interdictions prévues à l'article L. 225-43 du Code de commerce s'appliquent, dans les conditions déterminées par cet article, au Président, aux directeurs généraux et à tout autre dirigeant de la société.

Article 15 - Décisions des Actionnaires

Les décisions collectives des actionnaires sont prises, à la discrétion du Président, en assemblée, ce qui implique une réunion physique des associés en un même lieu, ou par consultation par correspondance.

-Décisions prises à l'unanimité : Toute décision requérant l'unanimité en application de l'article L 227-19 du Code de commerce ; Nomination et révocation du Président ; Nomination et révocation des membres du Conseil d'administration ; Dissolution et liquidation de la Société ; Fusion, scission, apport partiel d'actifs,

-Décisions prisés à la majorité: Approbation des comptes annuels et affectation des résultats Augmentation et réduction du capital ; Toutes modifications statutaires ne relevant pas de l'article L 227-19 du Code ce commerce ; Toutes décisions relevant de la compétence des associés en vertu des présents statuts, dès lors que ces décisions ne requièrent pas l'unanimité.

Toutes les autres décisions sont de la compétence du Président, sous réserve des pouvoirs expressément attribués au Conseil d'administration.

Article 16 – Convocation et Information des Actionnaires

Les associés sont convoqués, pour toute assemblée ou consultation par correspondance, 10 jours avant la date prévue pour le vote des résolutions inscrites à l'ordre du jour. Cette convocation ne peut se faire que par courriel, télécopie ou lettre recommandée avec demande d'avis de réception.

L'ordre du jour, le texte des résolutions et les documents nécessaires à l'information des actionnaires sont communiqués à chacun d'eux, au moins 10 jours avant l'assemblée ou la consultation. Les moyens de communication sont libres : vidéoconférence, courrier électronique, courriel, télécopie et autres moyens, peuvent être utilisés par la société pour éclairer et informer les associés sur les résolutions mises aux votes.

Article 17 – Comptes Annuels et résultats Sociaux

AD

C 11

Dans les six mois de la clôture de l'exercice social, le Président ou le directeur général est tenu de consulter les associés sur les comptes et l'affectation du résultat de l'exercice social écoulé. Ce délai peut être prorogé par décision de justice.

Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident soit de l'affecter à un poste de réserve du bilan, soit de le reporter à nouveau, soit de le distribuer. Dans ce dernier cas, les sommes distribuées sont prélevées par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice, et ensuite sur les réserves dont la société a la disposition, en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels les prélèvements sont effectués.

Les dividendes distribués aux actionnaires sont proportionnels à leur participation au capital social de la société,

Article 18 – Dissolution et Liquidation

La société est dissoute par l'arrivée de son terme, sauf prorogation, par l'extinction totale de son objet, par l'effet d'un jugement ordonnant la liquidation judiciaire ou la cession totale des actifs, par décision judiciaire pour juste motif,

La dissolution anticipée peut aussi résulter d'une décision collective des associés à l'unanimité.

La dissolution ne produit ses effets à l'égard des tiers qu'à compter du jour où elle a été publiée au registre du commerce et des sociétés. La personnalité de la société subsiste pour les besoins de la liquidation et jusqu'à la clôture de celle-ci. La mention « Société en liquidation » ainsi que le nom du ou des liquidateurs doivent figurer sur tous les actes et documents émanant de la société.

La liquidation est effectuée conformément à la loi.

Les associés qui décident la dissolution désignent un liquidateur amiable choisi parmi les associés ou en dehors d'eux.

Le produit net de la liquidation est employé d'abord à rembourser le montant des actions qui n'aurait pas encore été remboursé. Le boni de liquidation est réparti entre les actionnaires proportionnellement au nombre de leurs actions.

Si la société ne comprend plus qu'un seul associé personne morale, la dissolution, pour quelque cause que ce soit, entraîne, conformément à l'article 1844-5 du Code civil, la transmission universelle du patrimoine social à l'associé unique, sans liquidation préalable.

Article 19 – Contestations

Tous différends susceptibles de surgir pendant la durée de la société, ou au cours des opérations de liquidation, soit entre les associés et les représentants légaux de la société, soit entre les associés eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des dispositions statutaires, seront soumis à arbitrage.

Article 20 – Engagements pour le Compte de la Société

Un état des actes accomplis pour le compte de la société en formation, ci-après annexé, avec l'indication pour chacun d'eux de l'engagement qui en résulterait pour la société, a été présenté aux actionnaires.

Au cas où la société ne serait pas immatriculée ou ne reprendrait pas lesdits engagements, les associés ayant agi pour son compte sont réputés avoir agi pour leur compte personnel.

En attendant l'accomplissement de la formalité d'immatriculation de la société au RCS de BEZIERS, mandat exprès est donné à Mme Cécilia DERMILLY, cofondateur, ou à tout mandataire de son choix qu'il se substituerait, de prendre au nom et pour le compte de la société, ce qu'il accepte, les engagements suivants :

— aux effets ci-dessus, passer et signer tous actes, faire toutes déclarations et affirmations, élire domicile,

AD

ed

substituer en tout ou partie, et généralement faire le nécessaire.

Conformément aux articles L. 210-6 du Code de commerce et 74, alinéa 3, du décret du 23 mars 1967 sur les sociétés commerciales, l'immatriculation de la société au RCS de BEZIERS emportera reprise de ces engagements par la société.

Article 23: Frais

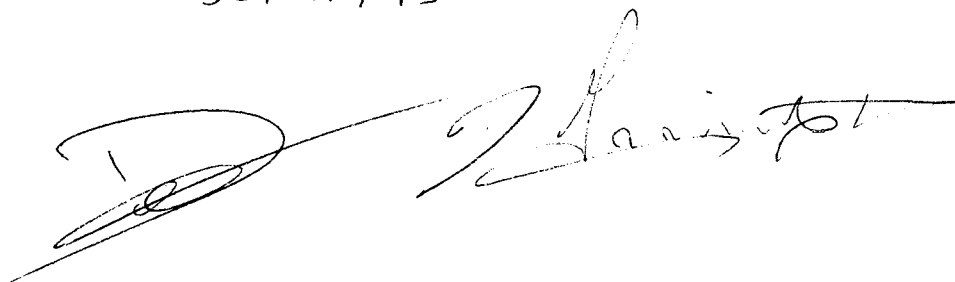
Les frais, droits et honoraires des présents statuts, et ceux qui en seront la suite ou la conséquence, sont à la charge de la société.

Article 21 – Publicité

Tous pouvoirs sont donnés au Président, ou à toute personne qu'il déciderait de se substituer, à l'effet d'accomplir toutes les formalités prescrites par la loi en vue de l'immatriculation de la société au registre du commerce et des sociétés, et notamment à l'effet d'insérer l'avis de constitution dans un journal habilité à publier les annonces légales dans le département du siège social.

Fait en autant d'originaux que requis par la Loi

A BESSAN, le 30/01/13



Enregistré à : POLE ENREGISTREMENT - SIE BEZIERS

Le 17/05/2013 Bordereau n°2013/695 Case n°18

Enregistrement : Exonéré Pénalités :

Total liquidé : zéro euro

Montant reçu : zéro euro

L'Agente administrative des finances publiques

Ext 2013

DUPLICATA

